



données statistiques

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1991

Sommaire :	Page
1. Organisations internationales établies à Genève	1
2. Organisations internationales établies en Suisse	8

Brève présentation du Service cantonal de statistique (SCS)

Le SCS : un service d'information

Le SCS est un service général d'information sur la vie économique et sociale du canton de Genève, plus particulièrement sur la population, l'économie et le domaine bâti, qui font l'objet d'une analyse permanente.

Par des enquêtes directes, l'exploitation de sources administratives ou d'informations statistiques fédérales, le SCS rassemble des données chiffrées sur la réalité socio-économique genevoise et ses divers aspects. Il traite ces données et en analyse les résultats en recourant aux diverses méthodes statistiques, afin de produire des informations statistiques pertinentes. Enfin, il diffuse ces informations, plus ou moins synthétisées, sous des formes diverses (tableaux et graphiques; rapports et publications).

Service officiel de l'Etat rattaché au Département de l'économie publique, le SCS est à la disposition des autorités, des administrations et du public, qu'il s'agisse d'associations diverses, d'entreprises ou de particuliers.

Subventionné par la Ville de Genève, le SCS a également un rôle de service municipal de statistique.

- *économie*
(production, revenus, salaires, consommation, prix, loyers, énergie, conjoncture),
- *domaine bâti*
(construction, bâtiments, logements, occupation du sol, transactions immobilières).

L'activité du SCS peut être définie en huit points :

- élaboration de statistiques de base dans les domaines précités,
- appui à d'autres services pour la réalisation de statistiques,
- participation à la réalisation des recensements fédéraux (les principaux portent sur la population et les entreprises et ont lieu alternativement tous les 10 ans),
- diffusion de l'information statistique produite ou rassemblée par le SCS (publications, réponses à des demandes de toute nature),
- organisation et gestion de fichiers généraux,
- études et enquêtes diverses pour le compte des autorités,
- participation à des commissions d'experts,
- recherche appliquée : travaux d'analyse et prévision dans les trois principaux domaines du service.

Activités

Le SCS couvre principalement trois domaines :

- *population*
(population résidante et active, mouvements démographiques, emploi, marché du travail, santé, éducation),

Publications

Le SCS édite 10 collections de publications, qui correspondent à différents besoins : voir informations détaillées en fin de cahier.

Légende des signes

—	valeur nulle
0	valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
...	donnée inconnue
///	aucune donnée ne peut correspondre à la définition
()	l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
[]	valeur peu significative
e	valeur estimée
p	donnée provisoire
r	donnée révisée

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Auteur : Roland Rietschin (Tél. 787 67 40)

Résultats de l'enquête 1991

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du Service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse.

Parmi les cahiers de la collection "Données statistiques" présentant les résultats de l'enquête susmentionnée :

- les numéros 1986/2 et 1987/2 comprennent, de plus, des données rétrospectives antérieures à 1977 pour Genève;
- les numéros 1985/1 et 1986/2 présentent aussi quelques données générales sur le secteur international à Genève;
- le numéro 1985/1 contient quelques comparaisons internationales.

Dans la collection "Aspects statistiques", le numéro 72, paru en janvier 1990 et intitulé "Le secteur international à Genève, bilan 1989" fait le point sur la place du secteur international dans l'économie genevoise, notamment à la lumière des résultats du recensement fédéral des entreprises de septembre 1985, et rappelle les principaux résultats de l'enquête annuelle du SCS.

Organisations internationales établies à Genève

Les organisations internationales¹ battent en 1990 tous leurs records en matière d'activité confédérale : 2 546 réunions et 117 593 délégués et experts. Ces chiffres traduisent notamment le fait que les échanges internationaux et les rapports entre la Communauté européenne et l'AELE ont occupé beaucoup de monde.

Sur le plan de l'emploi et des dépenses, par contre, aucune évolution remarquable n'est à signaler. L'emploi n'augmente que modérément (+ 1,3 %) et les dépenses restent quasi stables en termes réels (+ 0,4 %).

1. Les organisations gouvernementales et les 10 plus grandes non gouvernementales : voir liste p.11 et 12.

Tableau 1

Canton de Genève

Emplois dans le secteur international

Situation en mars

	Organisations gouvernementales ¹			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²
	Fonctionnaires permanents	Autres personnes	Total		
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749
1986	11 996	3 430	15 426	3 044	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099 ^e	2 736
1988	11 979	4 033	16 012	3 243 ^e	2 673
1989	12 095	7 801	19 896	3 366 ^e	2 663
1990	12 094	8 926	21 020	3 592 ^e	2 707
1991	12 168	9 039	21 207	3 443 ^e	2 826

1. Les 15 organisations gouvernementales en 1991 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).

2. Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

Tableau 2

Canton de Genève

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales

	Organisations gouvernementales ¹						Organisations non gouvernementales ²		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies			Réunions	Séances	Délégués et experts
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts			
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	1 066	10 658	54 231	546	2 487	14 070
1987	1 317	12 751	82 172	1 117	11 897	59 213	537	2 505	11 285
1988	1 392	11 564	77 415	1 195	10 682	56 403	580	2 425	10 355
1989	1 449	13 154	78 536	1 266	12 270	60 981	706	3 069	13 994
1990	1 791	14 339	101 914	1 559	12 941	71 634	755	3 667	15 679

1. Les 15 organisations gouvernementales en 1991 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).

2. Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

Emplois

En mars 1991, le nombre de personnes occupées dans le secteur international¹ s'établit à 27 476, soit 0,6 % de plus que l'an passé à pareille époque.

Depuis la dernière enquête, l'effectif du personnel occupé dans les **15 organisations internationales gouvernementales** (OIG) est passé de 21 020 à 21 207, enregistrant une progression de 0,9 %. Il a augmenté dans 11 organisations, reculé dans 3, est resté stable dans l'une d'entre elles.

La dérive des lieux de résidence et le repli des fonctionnaires d'origine suisse se poursuivent. L'effectif des fonctionnaires résidant dans le canton recule de 2,3 % au profit quasi exclusif de la France voisine (+ 3,8 %). En mars 1991, 45,4 % des fonctionnaires habitent dans le canton de Genève, 9,1 % dans un autre canton et 45,5 % en France. Comme chaque année, le nombre de fonctionnaires d'origine suisse diminue (- 2,0 %); leur part se fixe à 12,0 %.

Dans les **missions permanentes**, l'effectif du personnel est estimé à 3 443 en mars 1991, enregistrant une baisse de 4,1 % par rapport à l'année passée, qui constitue le sommet de la série.

Les emplois des **10 principales organisations internationales non gouvernementales** (OING), lesquelles rassemblent environ 3/4 des effectifs occupés par ce type d'organisation, s'établissent à 2 826, soit 4,4 % de plus que l'an passé.

Dans les OING, la part du personnel résidant dans le canton et la proportion d'employés suisses (respectivement : 65,2 % et 45,4 %) sont traditionnellement plus élevées que dans les OIG. En 1991, la dérive des lieux de résidence se poursuit; la France loge 14,0 % des employés et le canton de Vaud 20,8 %. Par contre, l'effectif des Suisses cesse de reculer (+ 0,6 %), après quatre années de baisse.

A titre de comparaison avec le reste de l'économie genevoise, rappelons quelques résultats du recensement fédéral des entreprises de 1985, dernière enquête exhaustive sur l'emploi (avant le mini-recensement 1991, qui est en cours en automne 1991). En 1985, le canton comprenait en tout 243 773 emplois, dont :

- 15 211 dans les OIG et les commissions internationales permanentes;
- 3 022 dans les missions permanentes;
- 339 dans les consulats;
- 3 634 dans les OING recensées, dont 2 749 dans les 10 principales, couvertes par l'enquête annuelle auprès des organisations internationales.

Au total, le secteur public international au sens large occupait 22 206 personnes, soit 9,1 % de l'emploi du canton. A titre de comparaison, le commerce de détail occupait 22 743 personnes, le bâtiment et génie civil 19 448, les banques et sociétés financières 17 371; quant aux administrations publiques suisses (communales, cantonales, fédérales), elles occupaient 37 541 personnes.

1. Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les 10 principales organisations internationales non gouvernementales.

Tableau 3

Canton de Genève

Dépenses des organisations internationales gouvernementales¹ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 755 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293
1986	1 280 109	439 317	1 719 426	221 531	60 707	282 238	2 001 664
1987	1 254 528	526 023	1 780 551	235 618	73 137	308 755	2 089 306
1988	1 334 081	443 372	1 777 453	228 404	56 568	284 972	2 062 425
1989	1 417 911	521 164	1 939 075	224 910	66 222	291 132	2 230 207
1990	1 506 201	518 560	2 024 761	271 812	81 490	353 302	2 378 063

1. Les 15 organisations gouvernementales en 1991 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH (voir liste page 11).

Tableau 4

Canton de Genève

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales¹ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720
1986	211 006	86 024	297 030	11 119	16 217	27 336	324 366
1987	211 497	69 785	281 282	14 055	19 452	33 507	314 789
1988	201 211 ²	70 937	272 148	10 373	4 953	15 326	287 474
1989	214 602	82 850	297 452	27 384	26 900	54 284	351 736
1990	238 965	77 590	316 555	14 101	3 573	17 674	334 229

1. Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (voir liste page 12).

2. Pour l'une des organisations, le coût salarial indiqué en 1988, conforme aux conventions de l'enquête, ne correspond plus exactement à l'agrégat fourni auparavant. Il en résulte une légère rupture de série.

Réunions internationales

Tous les records sont battus sur la plan de l'activité conférencière des **OIG** : 1 791 réunions (+ 23,6 %), 14 339 séances (+ 9,0 %) et 101 914 délégués et experts (+ 28,8 %). Et ce n'est pas trahir le secret statistique que de préciser que les OI spécialisées dans les échanges internationaux et les alliances commerciales (GATT, AELE) ont beaucoup contribué à ce boom des conférences.

Les **10 principales OING** ont aussi participé à cette fièvre de communication. Records pour les réunions (755; + 6,9 %), les séances tenues (3 667; + 19,5 %) et les délégués et experts y assistant (15 679; + 12,0 %).

Dépenses

En 1990, le montant total des dépenses engagées par les **OI couvertes par l'enquête** se fixe à 2,712 milliards de francs, soit 5,0 % de plus que l'année précédente. Si l'on tient compte du renchérissement intervenu, l'augmentation est très ténue (+ 0,4 %).

Le montant total des dépenses engagées par les **OIG** établies à Genève enregistre une hausse nominale de 6,6 % (+ 1,9 % en termes réels) entre 1989 et 1990. Il augmente dans pratiquement toutes les organisations (diminution dans l'une, stabilité dans une autre).

Le coût salarial augmente de 6,2 %, comme les deux années précédentes (respectivement : + 6,3 % et + 6,3 %). Cette hausse est imputable principalement aux contributions sociales, surtout à la charge de l'employeur; les salaires nets progressent de 3,6 %, ce qui représente un repli en termes réels (- 1,0 %). Les dépenses courantes pour d'autres biens et services reculent de 0,5 % en valeur nominale. Notons que plusieurs grandes organisations établissent leur budget pour une période de deux ans et qu'il en résulte un mouvement de bascule non négligeable dans leurs dépenses annuelles, visible surtout pour les dépenses courantes hors salaires. Le creux de 1990 est donc la suite logique de la hausse de 1989 (+ 17,5 %).

En 1990, le coût salarial total des OIG s'établit à 1,506 milliard et représente 63,3 % du total des dépenses. La part des autres dépenses courantes est de 21,8 %, celle des investissements de 14,9 %.

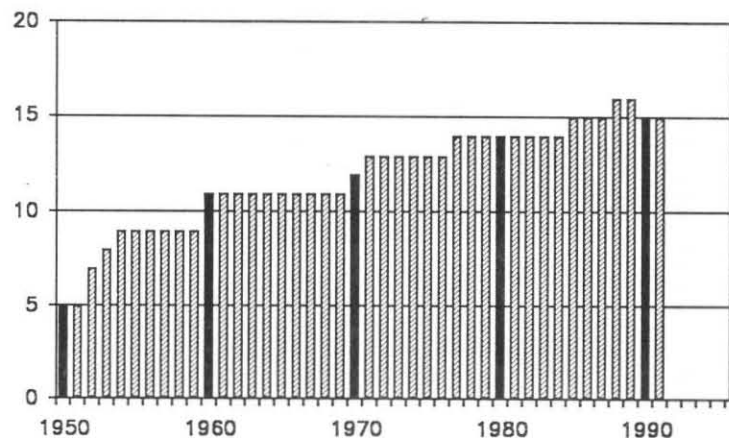
Parmi les 2,378 milliards dépensés par les OIG, 1,315 revient à la Suisse sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays suite à l'achat de biens et services. Ce montant de 1,315 milliard est supérieur de 7,4 %, en valeur nominale, à la somme correspondante de 1989 (+ 2,7 % en termes réels).

Les dépenses des **10 principales OING** se fixent à 334 millions de francs en 1990, soit 5,0 % de moins que l'année précédente. Cette baisse n'est due qu'aux investissements, qui reprennent leur niveau habituel après l'installation de l'une des OING dans ses murs l'an passé. Les dépenses courantes augmentent de 6,4 % (coût salarial : + 11,4 %; autres dépenses courantes : - 6,3 %, après une forte progression en 1989).

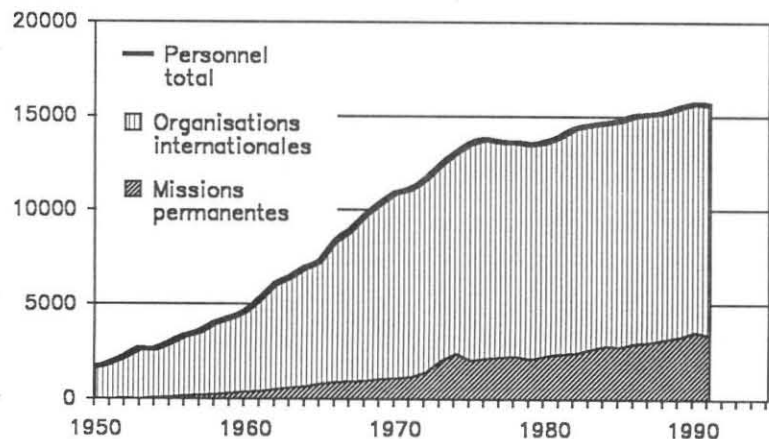
En 1990, le coût salarial de ces OING se fixe à 239 millions et représente 71,5 % du total de leurs dépenses. La part des autres dépenses courantes est de 23,2 %, celle des investissements de 5,3 %.

En 1990, le **coût salarial total des OI couvertes par l'enquête** se fixe à 1,745 milliard, dont 1,279 en salaires nets, le reste en cotisations sociales. A titre de comparaison, la somme des salaires versés dans le canton (organisations internationales gouvernementales exclues) est estimée à 12,340 milliards en 1990 et le revenu cantonal genevois s'est élevé à 18,712 milliards en 1989 (le chiffre de 1990 n'est pas encore disponible). En raison des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux, une grande part de leur masse salariale est dépensée à l'extérieur du canton; il n'en reste pas moins que le chiffre est loin d'être négligeable en rapport avec le revenu cantonal et la somme des salaires versés dans le canton.

1. Nombre d'organisations internationales gouvernementales depuis 1950

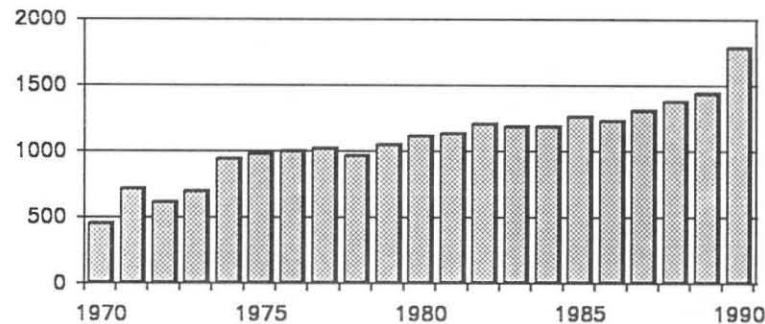


2. Personnel (fonctionnaires internationaux) des organisations gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1950

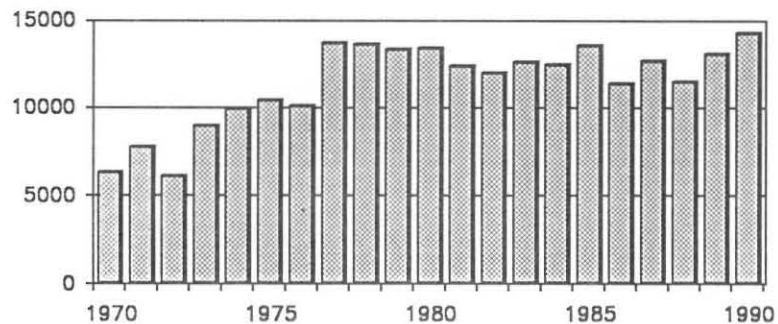


3. Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales, depuis 1970

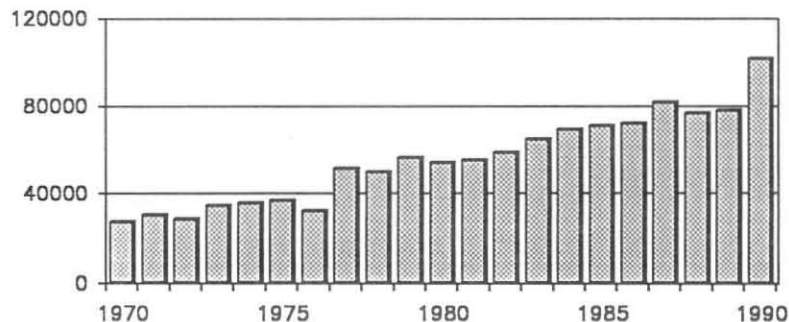
Réunions internationales



Séances tenues

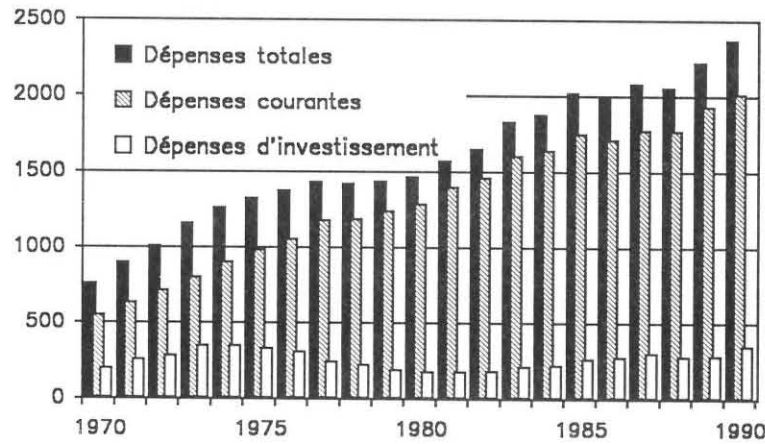


Délégués et experts



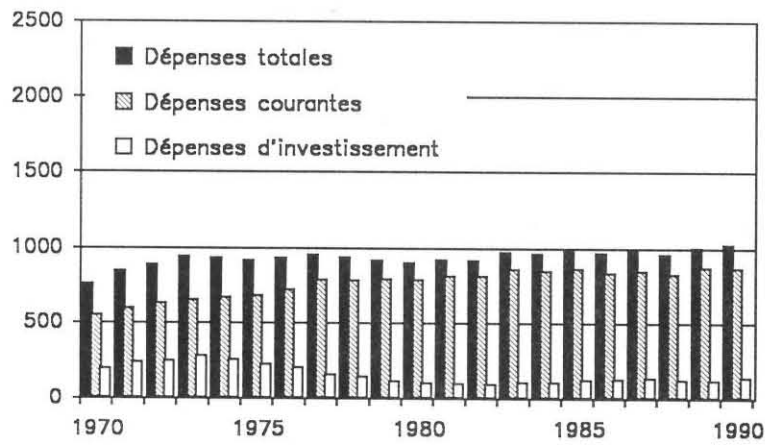
4. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1970

Millions de francs



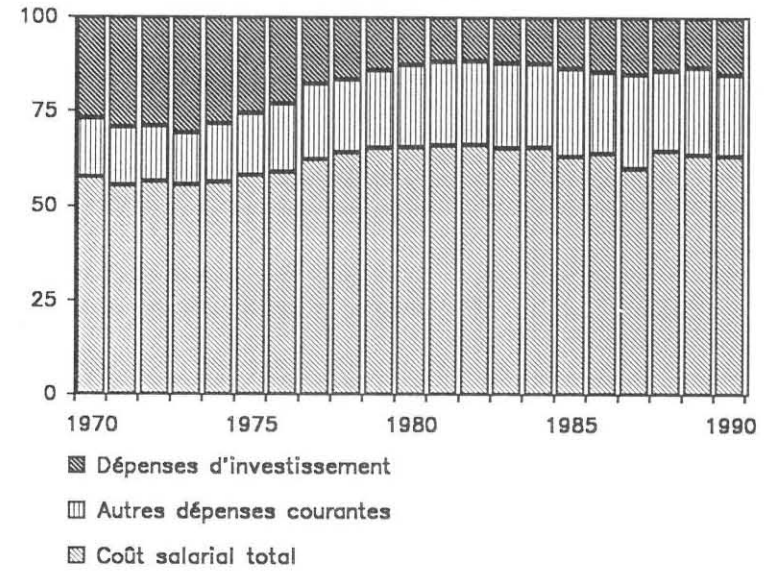
5. Dépenses des organisations internationales gouvernementales, en francs constants, depuis 1970

Millions de francs



6. Structure des dépenses des organisations internationales

Répartition selon la nature des dépenses, en %



Répartition selon le type d'organisation, en %

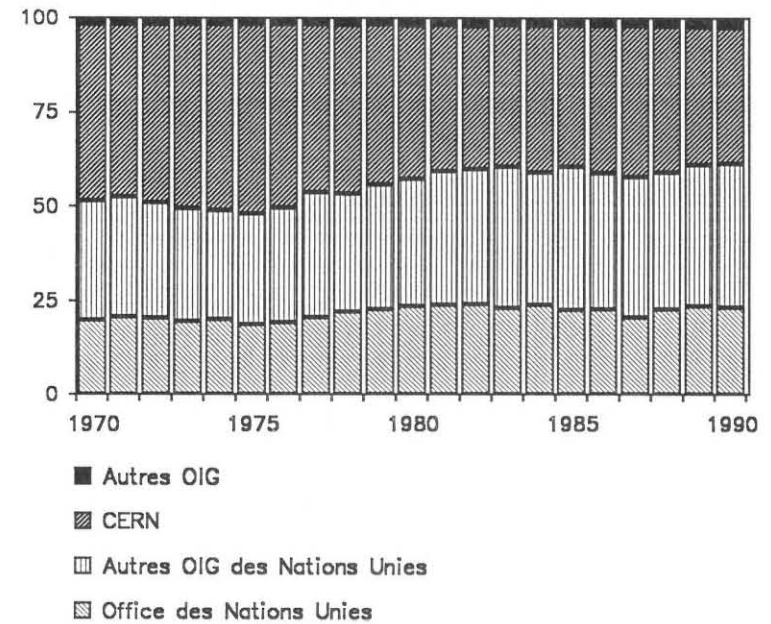


Tableau 5

Suisse

Emplois dans les organisations internationales gouvernementales¹

Situation en mars

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										
	Cantons suisses			A l'étranger			Total			Autres personnes	Total
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total		
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667
1986	1 606	6 263	7 869	200	4 403	4 603	1 806	10 666	12 472	3 445	15 917
1987	1 544	6 208	7 752	205	4 544	4 749	1 749	10 752	12 501	3 618	16 119
1988	1 512	6 046	7 558	220	4 703	4 923	1 732	10 749	12 481	4 039	16 520
1989	1 463	5 975	7 438	250	4 927	5 177	1 713	10 902	12 615	7 810	20 425
1990	1 403	5 889	7 292	261	5 078	5 339	1 664	10 967	12 631	8 939	21 570
1991	1 362	5 832	7 194	263	5 279	5 542	1 625	11 111	12 736	9 054	21 790

1. A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1991.
 A Berne : OCTI et UPU.
 A Bâle : BRI.

Tableau 6

Suisse

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales¹

	Ensemble des OIG			dont OIG établies à Berne et à Bâle		
	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1980	1 176	13 715	56 896	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871	46	246	2 170
1985	1 319	13 846	73 625	44	222	2 185
1986	1 288	11 660	74 734	50	229	2 057
1987	1 363	12 979	84 516	46	228	2 344
1988	1 439	11 808	79 718	47	244	2 303
1989	1 491	13 352	80 325	42	198	1 789
1991	1 878	14 719	104 714	87	380	2 800

1. A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1991.
 A Berne : OCTI et UPU.
 A Bâle : BRI.

Organisations internationales établies en Suisse

En plus des OIG établies à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle¹. L'Union postale universelle (UPU) et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI) sont implantés à Berne. A Bâle se trouve la Banque des règlements internationaux (BRI).

En mars 1991, l'effectif des personnes occupées dans ces trois OIG se fixe à 583, soit 6,0 % de plus qu'en 1990. Ces 583 personnes représentent 2,7 % des 21 790 emplois des OIG en Suisse. Dans ces trois organisations, la presque totalité des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (56,5 % pour l'ensemble des 18 OIG), beaucoup d'entre eux sont d'origine suisse (28,3 %; 12,8 % pour l'ensemble des 18 OIG) et peu de personnes n'ont pas le statut de fonctionnaire international (2,6 %; 41,6 % pour l'ensemble des 18 OIG).

L'activité confériencièrè des trois organisations en 1990 constitue aussi leur record absolu, avec 87 réunions, 380 séances et 2 800 délégués et experts.

Ces organisations accueillent 4,6 % des conférences et réunions convoquées en Suisse et rassemblent 2,7 % des délégués et experts participant aux séances.

Les dépenses effectuées par ces trois sièges représentent 6,4 % du total des dépenses engagées par les OIG établies en Suisse, lequel s'élève à 2,541 milliards de francs en 1990. Comparativement au nombre de personnes occupées, les dépenses de ces 3 OIG sont plus élevées que celles des OIG établies à Genève, aussi bien en termes de coût salarial que d'investissements. Cette situation s'explique pour l'essentiel par des différences de taille et d'activité entre les organisations considérées : celles de Berne et de Bâle comptent probablement, et en proportion, plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

1. L'enquête auprès des OI réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble du pays en 1984. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Tableau 7

Suisse

Dépenses des organisations internationales gouvernementales¹ (milliers de F)

	Coût salarial				Dépenses courantes		Dépenses d'investissements			
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge		Total	Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
		des salariés	de l'employeur							
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175
1985	1 032 063	110 402	215 397	1 357 862	498 312	1 856 174	183 434	89 134	272 568	2 128 742
1986	1 044 227	107 200	206 489	1 357 916	464 798	1 822 714	223 218	60 760	283 978	2 106 692
1987	1 037 678	101 952	194 207	1 333 837	551 680	1 885 517	238 464	73 190	311 654	2 197 171
1988	1 093 483	108 047	218 122	1 419 652	469 481	1 889 133	268 106	56 615	324 721	2 213 854
1989	1 136 002	120 954	250 530	1 507 486	554 423	2 061 909	255 649	66 358	322 007	2 383 916
1990	1 176 841	132 182	293 176	1 602 199	547 987	2 150 186	293 881	97 009	390 890	2 541 076

1. A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, UPOV et BITH, en 1991.
 A Berne : OCTI et UPU.
 A Bâle : BRI.

Liste des organisations internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève

• *Institutions spécialisées de l'ONU*

BIT Bureau international du travail
OMS Organisation mondiale de la santé
UIT Union internationale des télécommunications
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

• *Autres institutions et organes du système des Nations Unies*

BIE Bureau international d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO
GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire
AELE Association européenne de libre-échange

Autres organisations

OIM Organisation internationale pour les migrations
UI Union interparlementaire
OIPC Organisation internationale de protection civile
UPOV Union internationale pour la protection des obtentions végétales
BITH Bureau international des textiles et de l'habillement

Liste des organisations internationales gouvernementales établies en Suisse, dans un autre canton

UPU	Union postale universelle	Berne
OCTI	Office central des transports internationaux par chemins de fer	Berne
BRI	Banque des règlements internationaux	Bâle

Liste des organisations internationales non gouvernementales établies à Genève et participant à l'enquête annuelle du SCS

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
LSCR	Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
COE	Conseil oecuménique des églises
FLM	Fédération luthérienne mondiale
-	Fondation de l'école internationale de Genève
IATA	Association du transport aérien international
-	Institut Battelle
ISO	Organisation internationale de normalisation
UER	Union européenne de radiodiffusion
CEI	Commission électrotechnique internationale

Autres sources d'information sur les organisations internationales :

- **Annuaire statistique** du canton de Genève (paraît en octobre)

Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux.

- **Aspects statistiques**

A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

- **Données statistiques**

Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. Ces données sont parfois accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

En 1985, en plus des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève, ont été publiées quelques comparaisons internationales.

Collection "Données statistiques"

1985/1	Résultats de l'enquête 1984 auprès des organisations internationales (prix : 10 F)
1985/2	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1984 (prix : 15 F)
1985/3	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1984 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1986/1	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1985 (prix : 15 F)
1986/2	Enquête auprès des organisations internationales – Résultats de 1985 et données rétrospectives (prix : 10 F)
1986/3	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1985 (prix : 15 F)
1986/4	Recensement fédéral de l'agriculture 1985 – Canton de Genève : choix de résultats par commune (prix : 15 F)
1987/1	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1986 (prix : 15 F)
1987/2	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1985 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1987/3	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives (prix : 10 F)
1987/4	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1986 (prix : 15 F)
1987/5	Les professions de la santé dans le canton de Genève (prix : 5 F)
1987/6	Elections et votations en 1985 et 1986 (prix : 15 F)
1988/1	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1987 (prix : 10 F)
1988/2	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1987 (prix : 15 F)
1988/3	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1986 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1988/4	Bilan démographique des communes genevoises 1971-1985 (prix : 15 F)
1988/5	L'emploi dans l'industrie genevoise 1966-1986 (prix : 15 F)
1988/6	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1988 (prix : 10 F)
1988/7	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1987 (prix : 15 F)
1988/8	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1987 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1989/1	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1988 (prix : 15 F)
1989/2	Elections et votations en 1987 (prix : 10 F)
1989/3	La main-d'oeuvre frontalière dans le canton de Genève – Données rétrospectives (prix : 15 F)
1989/4	Le commerce extérieur du canton de Genève avec les régions françaises voisines, 1981-1987 (prix : 15 F)
1989/5	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1988 (prix : 15 F)
1989/6	Votations en 1988 (prix : 10 F)
1989/7	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1989 (prix : 10 F)
1989/8	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1988 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1990/1	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1989 (prix : 15 F)
1990/2	Enquête sur les budgets des ménages de salariés – Résultats 1989 pour le canton de Genève (prix : 10 F)
1990/3	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1990 (prix : 10 F)
1990/4	Élections et votations en 1989 (prix : 10 F)
1990/5	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1989 (prix : 15 F)
1991/1	Le niveau des loyers à Genève – Statistique des loyers de novembre 1990 (prix : 15 F)
1991/2	Le commerce extérieur du canton de Genève en 1990 (prix : 15 F)
1991/3	Bilan démographique du canton de Genève en 1990 (prix : 10 F)
1991/4	Les organisations internationales à Genève et en Suisse – Résultats de l'enquête 1991 (prix : 10 F)

Publications du Service cantonal de statistique (SCS)

Données générales, chiffres

- **Annuaire statistique**

Environ 330 pages, couverture rouge, parution vers la fin du mois d'octobre.

Recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton dans son ensemble, mais aussi les communes (et en particulier la Ville de Genève). L'annuaire couvre un maximum de domaines : en principe, tous ceux pour lesquels on dispose de statistiques fiables et pertinentes.
- **Mémento statistique**

Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit).

C'est une synthèse des données essentielles sur le canton.
- **Bulletin statistique**

Bulletin trimestriel de 44 pages, couverture verte.

Choix des principales statistiques genevoises (avec quelques données suisses) disponibles trimestriellement ou mensuellement. Ce bulletin trimestriel est complété d'une feuille mensuelle (huit numéros par an) donnant une mise à jour des principales données sur le canton.

Cahiers

- (Etudes, analyses, résultats de relevés périodiques ou d'enquêtes).
- Cahiers de format A4; quatre séries identifiables par la couleur de leur couverture :
- **Aspects statistiques**

Couverture bleue, 4 à 8 numéros par an.

Série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement (résultats de recensements, d'enquêtes annuelles, etc.) ou non (études ponctuelles). Dans cette série paraît chaque année, au début mars, une rétrospective sur l'économie genevoise.
 - **Données statistiques**

Couverture jaune, 8 à 10 numéros par an.

Série permettant la diffusion rapide de résultats (statistiques annuelles, enquêtes), sous la forme de tableaux statistiques brièvement commentés. Cette série s'adresse d'abord à des publics spécialisés.

- **Etudes et documents**

Couverture rouge et noire, diffusion par souscription.

Documents techniques (méthodologie, classifications) ou données statistiques de référence ou ayant valeur d'archives.
- **Reflets conjoncturels**

Cahier trimestriel de 8 pages, couverture brune.

Série distribuée avec le bulletin statistique trimestriel, traitant de la conjoncture économique à Genève. Choix d'indicateurs économiques, l'accent principal ayant été mis jusqu'ici sur l'industrie (test conjoncturel).

Publications périodiques sur des domaines spécifiques

- **Marche des affaires**

Feuilles de couleur orange.

Industrie : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle avec complément trimestriel.

Hôtellerie : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle.

Construction : résultats de l'enquête sur l'activité de la construction et choix d'indicateurs conjoncturels complémentaires; feuille trimestrielle.
- **Indice genevois des prix de la construction de logements**

Bulletin paraissant une fois par an, en juin, couverture bleu-vert

Indice au 1er avril; 6 pages de tableaux avec commentaires.
- **Indices des prix à la consommation**

Feuille mensuelle de couleur violette.

Tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois.
- **Mercuriale de Genève**

Recueil de tableaux d'une douzaine de pages, couverture brique, paraissant une fois par mois.

Liste des prix observés sur les marchés de la Ville de Genève.